

**Panel de discussion relatif à la Conférence des NU sur les
Pays les moins avancés en vue de la Conférence d'Istanbul
3 mai 2011**

(Maison des ACP, Avenue Georges Henri, 451, 1200 Bruxelles)

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Représentant de l'OIF
Monsieur le Secrétaire Général d'Eurostep,
Monsieur le Directeur de Recherche
Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,

C'est un plaisir d'être parmi vous ce matin pour participer à ce panel de discussion consacré à la problématique des Pays les moins avancés à la veille de la tenue de la Conférence d'Istanbul.

Lors des réunions à haut niveau de New York et de Bruxelles, nous sommes très vite arrivés à la conclusion qu'Istanbul devra avoir une valeur ajoutée par rapport à Bruxelles. Dans le cadre de cette démarche, nos recommandations se sont focalisées sur des actions atteignables ; notre objectif étant de réduire de moitié le nombre de pays les moins avancés (PMA) d'ici 2020.

Il est temps de mettre fin à l'assistanat, de réaffirmer notre volonté de discuter d'égal à égal dans le respect mutuel et d'aider à une insertion équitable des économies des PMA dans l'économie mondiale.

Je tiens toutefois aussi à souligner les avancées positives réalisées lors de la dernière décennie et l'amélioration des indicateurs de développement humain comme ceux de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de l'égalité entre les sexes, pour n'en citer que quelques uns.

Durant cette période, l'aide publique au développement a doublé. Les investissements directs étrangers ont plus que quadruplé, les biens et les services des pays les moins avancés ont eu un accès plus ouvert aux marchés de leurs partenaires au développement grâce à des régimes de traitement préférentiel. On a assisté à une diminution substantielle du volume de la dette grâce à des initiatives comme le PPTTE - Pays pauvre très endetté- et l'initiative multilatérale de réduction de la dette.

Néanmoins le bilan reste alarmant: le nombre de pays très pauvres a doublé en 40 ans ; le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a suivi la même tendance en 30 ans ; 75% de la population des PMA vit avec moins de 2 dollars par jour. Cette réalité est intolérable et ce d'autant plus que la date butoir des Objectifs du Millénaire pour le Développement se rapproche.

(I. La gouvernance) :

Pour sortir de l'extrême pauvreté, la gouvernance est notre meilleure alliée.

Pour moi, la gouvernance est contenue dans l'idée de « juste Etat » :

- Un Etat qui assume pleinement, avec justice et équité, ses missions naturelles ;

- un « juste Etat » qui concilie la nécessaire organisation sociale avec les libertés individuelles ;
- doté d'institutions capables de définir des règles égales pour tous ;
- capable d'organiser une redistribution équitable de la richesse créée,
- capable de garantir l'accès impartial des citoyens à tous les droits fondamentaux sans lesquels il ne peut vivre dans la dignité (comme l'accès à l'éducation, à la santé, à la justice, à la culture, à l'administration et aux besoins primaires).

On a trop souvent tendance à réduire la gouvernance à la seule lutte contre la corruption.

Bien évidemment, la corruption porte atteinte à la crédibilité du gouvernement et à la légitimité de la démocratie car au sein du système judiciaire, elle est la négation de l'Etat de droit et au sein du secteur public et privé, elle entraîne une distribution inéquitable des ressources.

Mais la corruption n'est que le symptôme, le résultat de la faillite d'un système qui doit être combattue.

(II. Appui budgétaire)

Le Consensus européen pour le développement adopté en 2005 consacre cette vision large de la gouvernance et de la gestion équitable de la « chose publique ».

Partant de l'idée qu'un Etat solide est un Etat qui a les moyens d'agir, nous devons insister pour le maintien du niveau actuel de l'aide budgétaire européenne sectorielle ou générale dans le respect des règles de transparence. Cette aide augmente les ressources de l'Etat

bénéficiaire pour exécuter son propre budget selon ses propres procédures et surtout selon ses propres choix politiques.

L'aide budgétaire renforce la gouvernance car il pose le débat et le dialogue en amont, au niveau de l'Etat et de ses fonctions régaliennes notamment. Cet instrument augmente la cohérence du budget national et surtout il responsabilise les Etats dans les priorités et les résultats qu'il se fixe. Il permet l'appropriation pleine et entière par chaque pays de son propre développement. C'est pourquoi d'ailleurs, sous le 10^{ème} FED, l'appui budgétaire est passé en 5 ans de 25% à presque 50% de l'aide attribuée aux ACP.

(III. L'absence de gouvernance mondiale)

Malgré le retour de la croissance, nous ne devons pas faire l'erreur de croire que la crise économique est complètement derrière nous et surtout que nous avons réglé ses causes.

Une leçon à retenir de cette crise : c'est l'absence de gouvernance mondiale ; il n'existe pas encore d'espace politique de dimension planétaire : Il manque un Etat monde comme le dit très bien Jacques Attali.

Nous avons besoin d'une répartition plus équitable de la richesse entre pays et à l'intérieur de chaque pays.

La vraie crise est là.

Il est inacceptable qu'un milliard quatre cent millions de personnes vivent avec moins d'1,25\$ par jour. Et que ce soit cette population qui subisse les conséquences de la spéculation financière et plus largement d'un enrichissement non maîtrisé d'une minorité de pays et de personnes.

Mais au-delà des principes et des institutions, ce sont les instruments de la gouvernance mondiale qui doivent être revus.

L'aide publique au développement (APD) doit continuer à augmenter et ne doit pas subir les conséquences de la crise financière. Or, le rapport de l'OCDE révèle que l'aide au développement a chuté de 3,5 milliards de dollars en 2009, et les calculs de la Banque Mondiale dévoilent que la crise financière ne serait pas étrangère au décès de 50.000 enfants de plus dans les pays d'Afrique Sub-saharienne.

Rien ne justifie que les pays donateurs ne tiennent pas leurs engagements d'atteindre 0,7% du PIB d'ici 2015.

Les besoins financiers pour faire face aux défis qui se posent aux pays pauvres sont considérables et bien supérieurs aux perspectives de croissance de l'aide publique au développement (APD).

Il faut trouver des sources de financement complémentaires. Il faut donc explorer d'autres voies. Il faut combiner l'aide publique au développement (APD) avec une politique économique à long terme visant à créer les conditions pour développer le secteur privé et faire entrer l'Afrique dans le marché mondial.

Pour que les PMA aient leur place dans la mondialisation et que ceux-ci ne soient pas seulement fournisseurs de matières premières, il faut que les ces pays trouvent leur place dans les institutions financières internationales où se prennent les décisions ; il faut développer de nouvelles sources de financement.

Certaines pistes se sont déjà concrétisées comme la taxe sur les billets d'avion.

Pour ma part, j'ai initié comme vous le savez au sein du Parlement européen un débat sur l'établissement d'une taxe sur les transactions financières internationales. Ce débat a été relayé, à New York, lors du Sommet sur les OMD.

La déclaration finale du Sommet, adoptée le septembre 2010, fait d'ailleurs pour la première fois explicitement référence au rôle des financements innovants pour atteindre les OMD.

Avec ce texte, une nouvelle étape a été franchie depuis la conférence de Doha sur le financement du développement de 2008 qui appelait déjà à un « changement d'échelle » sur le sujet des financements innovants.

(IV. L'intégration régionale)

L'Europe et les pays ACP partagent une même vision de l'importance de l'intégration régionale comme moteur du développement économique. L'Europe est d'ailleurs un exemple d'intégration régionale réussie.

Il n'est pas normal que pour beaucoup de pays ACP, il soit plus facile de faire du commerce avec l'Europe, la Chine ou l'Inde qu'avec ses propres voisins (ex : le marché des véhicules à deux roues est essentiellement dominé par des produits d'origine chinoise).

Les causes ont les connaît: le manque d'infrastructure, des productions trop similaires, l'absence de transformation des matières premières, l'absence d'industrie, l'absence d'une demande intérieure suffisante...Il nous faut les combattre car dans un monde de plus en plus intégré, le développement doit favoriser un environnement dans lequel les bénéfices issus du commerce, de la technologie, de la migration et des investissements sont partagés par tous.

La mondialisation comme la régionalisation, c'est vouloir gagner et réussir ensemble.

(V. L'Agriculture)

L'agriculture est le seul moyen d'existence de 70% des pauvres dans le monde. Et la crise économique et financière n'a fait qu'aggraver la faim dans le monde.

Elle a touché pour la première fois dans l'histoire plus d'un milliards d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est 1/6 de la population mondiale.

Nous devons écarter le spectre des conflits alimentaires et veiller à contrer les effets négatifs des achats de terres agricoles

A 4 ans des objectifs du millénaire, il faut :

- Réinvestir dans le secteur de l'agriculture et favoriser les petits agriculteurs.

Au niveau européen, lors de la programmation du 10ème FED (2008-2013) nous avons fait en sorte que le secteur du développement rural dans son ensemble bénéficie d'un doublement

des montants (650 millions d'euros sous le 9ème FED contre 1,2 milliards d'euros sous le 10ème FED; 4 pays contre 25).

- Facilité alimentaire : Lorsque j'étais commissaire, nous avons lancé une initiative pour résoudre la crise alimentaire en instituant une « facilité alimentaire » dotée d'un milliards de \$.

Jusqu'à présent la facilité alimentaire est la contribution mondiale supplémentaire la plus significative pour stimuler le développement de l'agriculture et lutter contre la faim.

(Conclusion)

Le phénomène de la mondialisation, qui ne cesse de se développer, doit nous rendre encore plus conscient que le problème de la pauvreté ne pourra être résolu que grâce à une stratégie de développement global à laquelle tous les pays acceptent de participer, en mettant l'homme comme critère central des décisions, dans les questions économiques, en développant le transfert de technologie, en formant une élite locale dans tous les domaines et en éduquant les jeunes qui sont l'avenir et la première richesse de chaque nation.